



Appel unitaire pour le 1^{er} mai 2008

Agissons pour nos salaires :

Malgré ses promesses, le Président de la République et son gouvernement ne répondent pas aux attentes qui s'expriment et la politique salariale des entreprises comme celle de l'Etat, reste très largement insuffisante.

L'accroissement continu de la précarité, les pressions à l'allongement du temps de travail dont la remise en cause des 35h, l'affaiblissement de la protection sociale par les déremboursements, les franchises médicales ou la diminution des allocations familiales participent de cette dégradation. La situation devient particulièrement inacceptable en matière de pouvoir d'achat pour la majorité des salariés, des retraités, des privés d'emplois.

Les hausses de prix qui pèsent d'autant plus que les revenus sont modestes se multiplient (logement, alimentation, énergie, transport...) alors que les salaires et pensions ne suivent pas ou sont amputés.

Gouvernement et patronat refusent d'ouvrir de véritables négociations salariales lorsqu'ils n'y sont pas contraints par des actions syndicales.

Les politiques salariales dans les entreprises et la Fonction Publique engendrent toujours plus d'inégalités et conduisent au tassement des niveaux de rémunération et des pensions et retraites.

Tendue pour de nombreux salariés et leurs foyers, la situation appelle des mesures d'urgence et concrètes.

Agissons pour nos retraites :

Le gouvernement consulte les organisations syndicales mais son objectif reste d'imposer un nouvel allongement de la durée des cotisations pour prétendre à une retraite à taux plein. Cela aggraverait

encore les effets des réformes Balladur et Fillon, véritables machines à fabriquer des petites retraites.

Toujours dans la logique du travailler plus, gouvernement et patronat souhaitent que les salariés travaillent plus longtemps, alors que le taux d'activité chez les 55-60 ans est en dessous de 60% !

D'autres solutions sont possibles, la question de l'augmentation des ressources des caisses de retraites mérite d'être posée !

Plus de salaires, plus d'emplois, et une réforme de l'assiette des cotisations permettraient de régler une grande partie le financement des retraites.

Agissons pour nos emplois :

D'une façon générale, la puissance publique doit pouvoir intervenir dans le maintien de l'emploi et ne pas se contenter d'accompagner les restructurations en laissant les actionnaires décider seuls du sort des entreprises !

L'Etat aggrave encore la situation en supprimant par dizaines de milliers les emplois publics.

Les droits des salariés doivent être renforcés pour peser sur les choix économiques des entreprises. Et notamment, il faut imposer des formes nouvelles de représentation interentreprises pour les salariés des très petites entreprises.

Le développement de la formation professionnelle, en particulier les filières technologiques et industrielles dans l'éducation nationale est étroitement lié à celui de l'industrie. Prenant prétexte de la désindustrialisation, l'Education Nationale juge inutile ces formations et en ferme un grand nombre. Cela constitue un frein à l'implantation et au développement des entreprises industrielles, notamment de haute technologie.

Agissons pour notre droit à la santé :

Le gouvernement et le patronat n'ont de cesse de marteler que la Sécurité sociale est malade à cause de l'allongement de la durée de la vie, des fraudeurs, des arrêts de travail, des médecins trop généreux... Une nouvelle fois, leur réponse consiste à : créer « les franchises médicales » qui vont nous coûter cher, dérembourser de plus en plus de médicaments, baisser les prestations médicales, réduire le nombre des hôpitaux et des personnels, etc.... Ces mesures sont des impasses et cela n'a jamais résolu le financement de la Sécurité sociale.

Agissons pour nos services publics :

Déjà malmenés, les services publics sont l'objet de nouvelles attaques pilotées par le gouvernement

Le 1er mai, les salariés doivent faire entendre leurs exigences revendicatives et leur solidarité avec tous ceux qui, en Europe et dans le monde, luttent aussi pour l'avenir des jeunes, l'emploi, les salaires et leurs droits.

(avec l'appui du patronat) notamment au travers de la Révision Générale des Politiques Publiques : restructurations, externalisation, privatisation des activités profitables, suppressions d'emplois, augmentation de la flexibilité et précarisation des emplois, destruction des statuts,...

C'est la destruction organisée des services rendus au public comme l'ANPE (où le contrôle des chômeurs va primer sur les placements de qualité), la Recherche et l'Université (désormais pilotées par le politique et les ressources privées), les Hôpitaux (restructurés et étranglés financièrement), l'Education nationale (11200 emplois d'enseignants supprimés dès cette année), ...

L'aggravation de la situation (croissance en berne et pauvreté croissante, crise du logement), l'exigence de l'amélioration des qualifications scolaires et professionnelles, les nouveaux enjeux environnementaux, ... tout impose des services publics renforcés.

Ensemble, nous appelons les salariés du public, du privé, demandeurs d'emploi, retraités à participer aux manifestations et rassemblements du 1er mai 2008 dans le CHER !

- o **Bourges** : 10h30 Cours Anatole France ;
- o **Vierzon** : 10h30 Place de la Résistance;
 - o **St Amand** : 10 h 30 Place Jean Girault;
- o **St Florent** : 10 h 30 Place de la République ;
- o **La Guerche** : 10 h 30 Quai Bures sur Dive.

